



PRÉFET DE LA RÉUNION

SAINT-DENIS, le 27 mai 2019

Préfecture

Direction des relations externes  
et du cadre de vie

Bureau du cadre de vie

**ARRÊTÉ N° 2019 - 2082 /SG/DRECV**

**Ordonnant à la société Centre de Pneus Sautron, la suppression de son installation de transit de déchets non dangereux de pneumatiques, qu'elle exploite illégalement sur la parcelle BH0039 avenue du Bourbon à Saint-André (97440), et la remise en état du site.**

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION**

chevalier de la Légion d'honneur  
chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le titre VII du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement et notamment, les articles L.171-6, L.171-7, L.171-11, L.511-1, L.512-8 et L.514-5 ;
- VU** le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2019-52/SG/DRECV du 11 janvier 2019 mettant en demeure la société Centre de Pneus Sautron de régulariser la situation administrative de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de pneumatiques qu'elle exploite avenue du Bourbon sur la parcelle BH0039 sur le territoire de la commune de Saint-André (97440) et portant mesures conservatoires ;
- VU** l'avis d'accusé-réception de la poste n° 2C 118 518 3226 9 en date du 14 janvier 2019 portant notification à l'exploitant de l'arrêté n° 2019-52/SG/DRECV susvisé ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 avril 2019 référencé SPREI/UDAS/71-2331/2019 - 0588 dont copie a été transmise le 26 avril 2019 à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté, transmis le 02 mai 2019 à la connaissance de l'exploitant au titre du contradictoire réglementaire conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté dans le délai imparti ;

- CONSIDÉRANT** que la société Centre de Pneus Sautron a été mise en demeure par l'arrêté préfectoral n° 2019-52/SG/DRECV susvisé, de régulariser la situation administrative de son installation de transit de déchets de pneumatiques, qu'elle exploite avenue du Bourbon sur la parcelle BH0039 sur le territoire de la commune de Saint-André (97440) dans un délai d'un mois ;
- CONSIDÉRANT** que l'arrêté de mise en demeure ci-dessus cité a été notifié à l'exploitant le 14 janvier 2019 ;
- CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées a constaté lors d'une visite d'inspection en date du 19 avril 2019 que la société Centre de Pneus Sautron continue à entreposer la parcelle BH0039 des pneumatiques usagés d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas procédé auprès des services préfectoraux à la déclaration de ses installations ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a, de ce fait, pas respecté l'arrêté de mise en demeure n° 2019-52/SG/DRECV susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que les non-conformités relevées sont de nature à porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement en particulier en matière de sécurité (risque incendie) ;
- CONSIDÉRANT** que l'article L.171-7 du code de l'environnement prévoit que si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution des prescriptions prévues par l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet ordonne la fermeture ou la suppression des installations ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### **Article n° 1 : Suppression**

La procédure de suppression prévue par les dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement est engagée à l'encontre de la société Centre de Pneus Sautron, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au n° 302 rue Lacoaret sur la commune de Saint-André (97440), pour son installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de pneumatiques, qu'elle exploite avenue du Bourbon sur la parcelle BH0039 sur le territoire de la commune de Saint-André (97440).

Pour ce faire, l'exploitant procède à la mise à l'arrêt définitif des installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans un délai d'un mois et conformément à l'article R.512-66-1 du code de l'environnement, il remet le site dans un état tel qu'il ne nuise pas aux intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est située l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Il transmet au préfet, dans les quinze jours suivant la remise en état du site, les justificatifs associés (éléments justifiant de la cessation d'activité de l'installation : factures, bordereaux de suivi de déchets, copie des courriers transmis...).

### **Article n° 2 : Délais**

Les délais indiqués s'entendent à compter de la notification du présent acte.

### **Article n° 3 : Sanction**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues aux articles L.171-8 et L.171-10 du code de l'environnement susvisé, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées.

### **Article n° 4 : Recours**

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de La Réunion, par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### **Article n° 5 : Publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

### **Article n° 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Saint-Benoît, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- M. le maire de la commune de Saint-André ;
- Mme la sous-préfète de Saint-Benoît ;
- M. le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) – service de prévention des risques et environnement industriels (SPREI).

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
la sous-préfète chargée de mission  
cohésion sociale et jeunesse,  
Secrétaire générale adjointe

Isabelle REBATTU